

Règlement du Gouvernement en Conseil du 23 février 1990 concernant l'octroi d'un subside aux exploitants agricoles pour l'amélioration de l'infrastructure de stockage de lisier et purin.

Le Conseil de Gouvernement,

Considérant la volonté du Gouvernement d'assurer la protection des eaux contre la pollution par les nitrates;

Vu la loi du 22 décembre 1989 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 1990;

Vu la loi du 26 juin 1980 concernant l'élimination des déchets.

Après délibération;

Arrête:

Art. 1^{er}. Il est créé, dans la limite des crédits budgétaires disponibles, et dans les conditions développées ci-après, une subvention aux exploitants agricoles pour l'amélioration de l'infrastructure de stockage de lisier et purin.

Art. 2. La subvention est allouée

- aux exploitants agricoles qui procèdent à un agrandissement de la capacité de stockage individuelle existante couvrant une période minimale de 5 mois consécutifs, à condition que cet agrandissement soit réalisé indépendamment de toute modernisation ou nouvelle construction de bâtiments servant à la production animale;
- aux associations d'exploitants agricoles qui procèdent à la mise en place d'une capacité de stockage collective nouvelle d'un volume tel que la capacité réunie des fosses individuelles et de la nouvelle fosse à construire corresponde à une période minimale de 5 mois consécutifs.

Art. 3. Les subventions prévues par le présent règlement ne préjudicient pas aux aides qui sont accordées par l'Etat au titre de la législation en vigueur et en particulier de la loi modifiée du 18 décembre 1986 promouvant le développement de l'agriculture.

Art. 4. 1. Les dispositions du présent règlement s'appliquent aux citernes construites au cours de l'année 1990.

2. Les demandes en vue de l'obtention de la subvention sont à introduire au plus tard pour le 31 décembre 1990.

3. Les demandes sont à adresser à l'Administration de l'Environnement au moyen du formulaire mis à la disposition des intéressés par celle-ci.

4. L'Administration de l'Environnement notifie au demandeur la suite réservée à sa demande, après avoir pris au préalable l'avis de l'Administration des Services Techniques de l'Agriculture.

Art. 5. Le montant de la subvention est fixé comme suit:

- 15 % du coût d'investissement avec un maximum de 100.000.- francs pour les agrandissements des capacités de stockage individuelles existantes;
- 30 % du coût d'investissement avec un maximum de 1.000.000.- francs pour la mise en place d'une capacité de stockage collective nouvelle.

Au sens du présent règlement, le coût de l'investissement éligible à la subvention est établi selon les mêmes critères que dans le cadre de la loi modifiée du 18 décembre 1986 promouvant le développement de l'Agriculture.

Art. 6. La subvention est sujette à restitution si elle a été obtenue par suite de fausses déclarations, de renseignements inexacts ou d'une erreur de l'Administration.

Art. 7. Le ministre de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement, le ministre des Finances et le ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement Rural sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent règlement qui sera publié au Mémorial.

Luxembourg, le 23 février 1990.

Les Membres du Gouvernement,

Jacques Santer
Jacques F. Poos
Fernand Boden
Jean Spautz
Jean-Claude Juncker
Marc Fischbach
Johny Lahure
René Steichen
Robert Goebbels
Alex Bodry
Mady Delvaux-Stehres